

Convention collective

IDCC : 8733 | **ENTREPRISES DE TRAVAUX AGRICOLES ET RURAUX
ET CUMA**

(Tarn et Haute-Garonne)

(11 décembre 1987)

(Étendue par arrêté du 15 mars 1988,

Journal officiel du 24 mars 1988)

Avenant n° 77 du 14 janvier 2020

NOR : AGRS2097098M

IDCC : 8733

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

Syndicat départemental des entrepreneurs des territoires du Tarn ;

Syndicat départemental des entrepreneurs des territoires de la Haute-Garonne ;

**Fédération départementale des coopératives d'utilisation de matériel agricole
du Tarn ;**

**Fédération départementale des coopératives d'utilisation de matériel agricole
de la Haute-Garonne,**

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

Union professionnelle régionale agroalimentaire CFDT ;

Fédération générale agroalimentaire et forestière CGT Tarn ;

Fédération générale agroalimentaire et forestière CGT Haute-Garonne ;

Syndicat national des cadres d'entreprises agricoles CFE-CGC Tarn ;

Syndicat national des cadres d'entreprises agricoles CFE-CGC Haute-Garonne

Fédération CFTC-Agri,

d'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

L'article 33 de la convention collective susvisée, intitulé : « Déplacements professionnels. – Rémunérations du temps de transport. – Remboursements de frais » est modifié comme suit :

« B. – Rémunérations du temps de trajet

(Voir page suivante.)

(En euros.)

Distance du siège de l'entreprise au chantier	Montant de l'indemnité de trajet
0 à 5 km	1,97
5 à 10 km	1,97
10 à 20 km	3,92
20 à 30 km	5,13
30 à 40 km	6,73
40 à 50 km	8,49
Au-delà de 50 km	11,32

(En euros.)

Distance du siège de l'entreprise au chantier	Remboursement des frais de transport
0 à 5 km	3,22
5 à 10 km	3,22
10 à 20 km	6,44
20 à 30 km	9,64
30 à 40 km	12,86
40 à 50 km	16,06
Au-delà de 50 km	17,14

Article 2

Le a « Remboursement de repas » du C « Remboursement de frais » est modifié comme suit :

« Une indemnité journalière forfaitaire de repas d'un montant de 12,00 € est allouée au salarié en déplacement ».

Article 3

Le présent avenant s'applique à compter du 1^{er} janvier 2020

Article 4

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant.

Article 5

Un exemplaire du présent avenant sera remis à chaque partie signataire, et deux exemplaires seront déposés à l'unité départementale du Tarn de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi d'Occitanie.

Fait à Albi, le 14 janvier 2020.

(Suivent les signatures.)